Election Présidentielle/Euro: faut-il vraiment avoir peur d'en sortir ?

21/03/2017 à 23h33

Contrairement aux arguments fallacieux présentés par les tenants de la haute finance, une sortie de l'euro est tout à fait réalisable. Il se fera en remplaçant l'euro par un franc nouveau, en échangeant un euro existant contre une unité de cette nouvelle monnaie (un pour un). L'abandon de l'euro aurait certes pour effet de compliquer les formalités des touristes, comme lorsqu'ils vont au Royaume-Uni, mais les changements seront purement formels à l'intérieur de notre pays.

> *"Les grandes fortunes financières veulent absolument faire élire Emmanuel Macron à la présidence de la République française, celui-ci leur ayant donné de nombreux gages depuis son parcours à la Banque Rothschild puis à l'Élysée, notamment en permettant le passage d'Alsthom-Energie entre les mains de l'américain General Electric, puis le rachat de SFR par le magnat Franco-israélien Patrick Drahi (lequel abrite sa fortune dans les paradis fiscaux)."*

Après avoir plombé la candidature de François Fillon par des méthodes plus anti-démocratiques les unes que les autres, la haute finance s'affole à l'idée que la présidence pourrait échoir à Marine Le Pen. C'est dans ce contexte qu'il faut lire l'article qu'a publié Le Figaro le 9 mars sur le "scénario noir" que constituerait pour la France la sortie de l'euro. On tente ainsi d'effrayer les électeurs avec un titre en première page et une série d'arguments présentés, dans les trois pages suivantes, par des auteurs inconnus mais se référant à des opinions émises par les financiers. (…)

Dès décembre 2011, un collectif de douze économistes français de renom avait demandé un démontage concerté de l'euro. Tous les économistes compétents, notamment de nombreux prix Nobel, admettent l'échec patent de la monnaie unique. Ceux qui voudraient la garder reconnaissent que la seule solution serait de construire une "Europe fédérale des transferts", où les plus riches des pays paieraient éternellement pour les plus pauvres. Si cette solution semble viable économiquement, elle ne l'est pas politiquement, car les peuples européens n'en veulent pas, à commencer par les Allemands qui seraient les premiers concernés.

Pour tenter de sauver l'euro, le président de la BCE, Mario Draghi, a abandonné la politique de son prédécesseur fin 2014. La dépréciation de cette monnaie a été obtenue grâce à une création monétaire excessive et des taux d'intérêt quasi-nuls, selon la méthode américaine (Quantitative Easing), ce qui engendre désormais une inflation des actifs, une diminution des investissements dans l'économie et le gonflement de bulles spéculatives, lourdes de menaces. Si cette dépréciation semble favorable pour la compétitivité vis-à-vis du reste du monde, elle n'a rien changé aux deux disparités structurelles entre les pays de la zone euro : d'une part la divergence chronique des rythmes d'évolution des prix intérieurs, qui reflète la diversité socio-culturelle des pays de cette zone; d'autre part la différence d'efficacité des systèmes productifs et des spécialisations sectorielles, qui persiste toujours entre les économies concernées. Par rapport à l'Allemagne, les experts du FMI estiment ainsi que la France a désormais un écart de compétitivité de 20 %.

Pour sortir du piège de l'euro, la bonne solution serait de renégocier un nouveau Traité européen, de façon à revenir à une monnaie commune, c'est-à-dire à une unité de compte équivalente à l'ancien écu (solution qui prévalait avant l'euro). Par rapport à celle-ci, les taux de change des monnaies nationales pourraient être stabilisés en termes

réels, c’est-à-dire en tenant compte de la divergence inévitable des rythmes d’inflation. La dette souveraine de l’État français, émise pour 97 % en droit français, serait convertie en notre nouvelle monnaie nationale, selon le principe de la lex monetae, puisqu’en vertu du droit international, chaque pays a droit à sa souveraineté monétaire.(…)

Source